

## **Rapport d'activités 2016**

Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

## Table des matières

Rapport d'activités 2016 .....	1
Introduction et rappel du rôle imparti par le décret à la Commission.....	3
L'enjeu de la Commission.....	3
Champ d'application de l'article 41 .....	3
La commission agit sur plainte, également appelée requête .....	3
Qui détient la saisine ? – qui peut solliciter la Commission ?.....	4
Composition de la Commission .....	5
Chapitre 1 : Les activités de la Commission en 2016 .....	6
Chapitre 2 : Etude des dossiers .....	7
Section 1 : Remarque à propos de la citation des extraits des avis .....	7
Section 2 : Les activités commerciales.....	7
1 : Principe d'interdiction : la loi du 11 juillet 1973. ....	7
2 : Que faut-il entendre par activité commerciale ? .....	7
C42/74 : « La vente forcée » .....	8
C42/75 : « Du Sport et du mouvement ».....	8
C42/76 : « Le choco litigieux » .....	8
C42/79 : « L'entreprise solidaire ».....	9
C42/83 : « Le concours des bulles » .....	9
Section 3 : les activités politiques .....	9
C42/81 : « Les dictionnaires du parti » .....	10
C42/82 : « Les tracts insolites » .....	10
Section 4 : La concurrence déloyale .....	10
Qu'est-ce que la concurrence déloyale ?.....	10
C42/77 : « Le défi de l'énergie».....	11
Annexe I.....	13
Composition au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 juin 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.....	13
Annexe II - texte des avis prononcés en 2016.....	15
Les activités commerciales.....	15
C42/74 : «La vente forcée » .....	15
C42/75 : « Du Sport et du mouvement ».....	16
C42/76 : «Le choco litigieux » .....	18
C42/79 : « L'entreprise solidaire ».....	19
C42/83 : « Le concours des bulles » .....	20
Les activités politiques .....	22
C42/81 : «Les dictionnaires du parti» .....	22
C42/82 : « Les tracts insolites » .....	23
La concurrence déloyale.....	24
C42/77 : « Le défi de l'énergie».....	24

## ***Introduction et rappel du rôle imparti par le décret à la Commission***

Comme le prévoit l'article 42, §3, al.2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, « la Commission rend [son] rapport annuel d'activités qu'elle transmet[tra] au Gouvernement qui en informe[ra] le Parlement. » Le millésime 2016 en est la neuvième édition.

### **L'enjeu de la Commission**

Pour mémoire, il convient d'avoir à l'esprit l'enjeu de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 :

« Toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés.

Toute pratique déloyale est de même interdite dans la concurrence entre ces établissements. La propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement. »

Afin d'assurer l'efficacité de cette disposition, le décret a voulu que « la Commission rend[e] des avis » et que « pour mener à bien ses missions, [elle] dispose d'un pouvoir d'enquête qui sera exercé notamment via les Services du Gouvernement et les Services généraux de l'inspection dans le respect des principes du débat contradictoire et des droits de la défense. » (Art. 42, §1er, alinéa 2)

« La Commission communique l'avis au Gouvernement qui statue » (Art. 43, §3, alinéa 2)

### **Champ d'application de l'article 41**

Le champ d'application – appelons-le « *rationae materiae* » - de l'article 41 recoupe trois domaines principaux :

- « Toute activité et propagande politique » ;
- « Toute activité commerciale » ;
- « Toute pratique déloyale [...] dans la concurrence entre [l]es établissements ».

### **La commission agit sur plainte, également appelée requête**

La requête est le document qui contient l'exposé de la plainte. La réglementation n'en fournit pas de définition formelle :

L'article 42. - § 1<sup>er</sup> de la loi du 29 mai 1959 charge la Commission « de connaître de toutes les demandes relatives aux infractions édictées à l'article 41 en ce qui concerne l'enseignement obligatoire eu égard aux lois, décrets et règlements qui définissent ces notions et à l'intérêt de l'enseignement».

La requête doit comporter une plainte, et non une interrogation de principe, à propos de l'infraction aux dispositions de l'article 41.

L'article 7 du règlement d'ordre intérieur<sup>1</sup> de la Commission détermine le contenu de la requête : « La requête comporte un exposé succinct de la demande, accompagné de pièces justificatives. La demande et les pièces justificatives constituent un dossier. Le requérant est tenu d'envoyer son dossier, accompagné d'un inventaire des pièces justificatives, au Secrétariat de la Commission. La requête accompagnée des pièces justificatives et du compte rendu du conseil de Participation est adressée aux membres de la Commission dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet ».

L'article 13 du même règlement dispose de ce que « la requête doit avoir pour objet une pratique déloyale visée à l'article 41 de la loi ».

Aucun formalisme autre que celui de l'article 13 n'a été imposé.

### **Qui détient la saisine ? – qui peut solliciter la Commission ?**

Selon l'art. 43. §1<sup>er</sup> : « La Commission instituée à l'article 42 peut être saisie suite à requête déposée par :

1° Un chef d'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française ou un Pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, lorsqu'il en aura débattu préalablement au sein du Conseil de Participation ;

2° Une Association de parents ;

3° Une Organisation syndicale représentative des personnels de l'enseignement ;

4° Le Gouvernement ;

5° Un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnu par le Gouvernement ;

6° Une association, organisation ou fondation ayant pour objet la défense, la recherche ou l'information des consommateurs ou de l'enseignement. »

Art. 43 § 2 : « La Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit. »

L'exposé des motifs<sup>2</sup> indique que [la Commission] « permettra de clarifier enfin la situation et de répondre aux diverses sollicitations – directes ou indirectes - dont font de plus en plus l'objet les établissements scolaires, les enseignants et les élèves. Ces derniers se voient, en

---

<sup>1</sup> Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 fixant le règlement d'ordre intérieur de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, M. B. du 12 août 2008.

<sup>2</sup> Exposé des motifs, document n° 386 – 21 mars 2007, p. 3 et 4

effet, proposer, sous le couvert d'initiatives à caractère « pédagogique » ou « éducatif » des intrusions commerciales ou publicitaires à caractère lucratif. Il en résulte un flou dommageable qui amène le Gouvernement à cadrer ces différentes situations. Le ... projet de décret apporte une réponse à cette problématique.

Le Gouvernement, suite aux avis rendus par la Commission, décidera de ce qui constitue ou non une infraction à l'article 41 et donnera tous les outils nécessaires aux acteurs de terrain afin d'apprécier la pertinence des sollicitations dont ils font l'objet... Ces infractions devront être examinées d'une part, au regard des différentes lois, décrets et règlements qui définissent ces notions (exemple : article 1er du Code de commerce qui définit l'acte de commerce) et d'autre part, eu égard à l'intérêt de l'Enseignement et à ses particularités. »

### **Composition de la Commission**

L'article 42 § 2 dispose de ce que :

« La Commission se compose :

1° De deux représentants des services du Gouvernement ;

2° De cinq représentants des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement et du directeur général adjoint du Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française<sup>3</sup>;

3° De trois représentants des Services Généraux de l'Inspection ;

4° De six représentants des organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement ;

5° D'un représentant de chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement [...]

[...] La présence de techniciens, sans voix délibérative, peut être admise. Pour les dossiers concernant les pratiques commerciales, un représentant des consommateurs siégeant au Conseil de la consommation participe aux travaux.

La Commission est présidée par un Président et un vice-président qui le supplée en cas d'absence ; tous deux sont désignés par le Gouvernement parmi les représentants des services du Gouvernement. Les mandats sont exercés durant cinq ans. Le Secrétariat de la Commission est assuré par un fonctionnaire désigné à cette fin par le Gouvernement qui, selon les mêmes modalités, désigne un secrétaire adjoint.

La composition de la Commission (année 2016) se trouve indiquée en annexe.

---

<sup>3</sup> Ou son délégué.

## Chapitre 1 : Les activités de la Commission en 2016

Depuis la clôture du rapport 2015, pour ce qui concerne la période qui nous préoccupe, la Commission s'est réunie trois fois.

Elle a examiné huit plaintes :

Dossiers 2016	Nature <sup>4</sup>	Date de la requête	Date de l'avis	Date de la décision
C42/74 : « La vente forcée »	Com	05/10/2015	22/09/2015	13/07/2016 - accord
C42/75 : « Du Sport et du mouvement »	Com	30/11/2016	02/12/2016	08/02/2017 - accord
C42/76 : « Le choco litigieux »	Com	22/09/2015	27/01/2016	13/07/2016- accord
C42/77 : « Le défi de l'énergie »	CD	27/01/2016	07/09/2016	08/02/2017- accord
C42/79 : « L'entreprise solidaire »	Com	28/06/2016	07/09/2016	08/02/2017 - accord
C42/81 : « Les dictionnaires du parti »	Pol	22/10/2016	02/12/2016	08/02/2017- accord
C42/82 : « les tracts insolites »	Pol	03/11/2016	02/12/2016	08/02/2017- accord
C42/83 : « Le concours des bulles»	Com	12/09/2016	02/12/2016	08/02/2017- accord

Le tableau indique la date d'introduction de la plainte, sa nature dans le contexte de l'article 41, la date à laquelle la Commission a rendu un avis et la date à laquelle l'autorité ministérielle a prononcé sa décision.

La Commission a donc eu l'occasion de rendre huit avis. Cinq dossiers concernent la matière commerciale. La concurrence déloyale a fait l'objet d'un dossier. Deux ont eu trait à l'interdiction de la propagande politique.

---

<sup>4</sup> Nature ou domaine, procédant du champ d'application rationae materiae :

Pol : activité politique ;

Com : activité commerciale ;

CD : concurrence déloyale

## **Chapitre 2 : Etude des dossiers**

### **Section 1 : Remarque à propos de la citation des extraits des avis**

Comme précédemment, certains extraits ont été cités afin d'illustrer le contenu du présent rapport. Ces extraits ont été adaptés grammaticalement à la concordance des temps. Ils doivent se comprendre aussi à la lecture de l'avis en entier. Le lecteur trouvera donc en annexe du présent rapport le texte complet des différents avis prononcés par la Commission.

Il convient encore de formuler deux remarques importantes :

D'une part, conformément au prescrit de l'article 42, §3, alinéa 3, de la loi déjà citée, « [...] le rapport ne comporte aucune mention permettant d'identifier les établissements scolaires concernés ».

D'autre part, le nom des firmes ou des sociétés commerciales impliquées dans certains cas examinés par la Commission n'a été indiqué que par une initiale suivie de trois astérisques, ou pas du tout.

Aussi, les noms ont été supprimés et les mentions permettant une identification de ces noms ont été soit supprimées, soit adaptées dans la perspective de garder un texte lisible mais fidèle.

### **Section 2 : Les activités commerciales**

#### **1 : Principe d'interdiction : la loi du 11 juillet 1973.**

L'article 41, alinéa premier, tel qu'il est formulé, énonce un principe d'interdiction : « Toute activité commerciale [est] interdite [...] dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés. »

#### **2 : Que faut-il entendre par activité commerciale ?**

La loi du 11 juillet 1973 précitée n'a apporté aucune définition du concept d'activité commerciale. Comme indiqué dans le précédent rapport, les membres peuvent - et doivent - se référer à la définition de l'acte de commerce contenue dans le Code de commerce, ainsi qu'aux concepts de droit économique belge et international en vigueur.

Dans le domaine commercial, la Commission a eu à connaître de cinq affaires que nous nous proposons de détailler ci-après.

**C42/74 : « La vente forcée »**

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015 – décision de l'autorité : 13 juillet 2016.

**Proposition d'une vente commerciale sur catalogue - Campagne ayant lieu via la classe - intention commerciale - violation de l'art. 41.**

Une maman d'élève incitait les autres parents à faire profiter à l'école d'une vente en ligne, mais il n'y avait aucun intérêt pédagogique à l'opération, qui devait se dérouler en partie dans une classe primaire. Le caractère commercial de la pratique, telle qu'elle devait se dérouler dans le temps scolaire, incita les membres à estimer qu'elle était en contradiction avec l'article 41.

**C42/75 : « Du Sport et du mouvement »**

Avis prononcé à la réunion du 2 décembre 2016 – décision de l'autorité : 8 février 2017.

**Activité sportive sponsorisée par une firme commerciale – sans concertation avec les fédérations sportive – argument non retenu - rapports d'inspection soulignant la qualité de l'activité – aspect commercial très discret – intérêt pédagogique reconnu – compatibilité avec l'art. 41.**

Une certaine opération sportive « O\*\*\* », telle que mise sur pied par une firme de boisson gazeuse, en collaboration avec le COIB, apparemment sans consultation des Fédérations, se déroulait en partie durant la période scolaire, et ciblait les élèves du 1<sup>er</sup> degré du secondaire.

Le programme comportait trois phases :

- Des initiations sportives, sous forme d'ateliers dispensés par des moniteurs expérimentés et des entraîneurs diplômés pendant les heures de cours, avec tout le matériel professionnel nécessaire.
- Les épreuves de qualification qui déterminer[aie]nt quelles équipes décrocheraient un ticket pour la finale organisée au stade Roi Baudouin.
- La finale.

Le rapport d'inspection diligentée à cette occasion révéla que l'aspect pédagogique l'emportait largement sur l'élément de publicité commerciale qui était négligeable, aussi les membres furent-ils d'avis que l'article 41 n'avait pas été transgressé.

**C42/76 : « Le choco litigieux »**

Avis prononcé à la réunion du 27 janvier 2016 – décision de l'autorité : 13 juillet 2016

**Distributeur de boissons chocolatées – enfant gourmand mais recadré – établissement non identifié – absence d'infraction à l'article 41**



Un distributeur de boissons aurait induit un jeune garçon de 6 ans en tentation de gourmandise, mais la maman, tout en refusant de fournir le nom de l'établissement, reconnaissait que l'équipe pédagogique avait recadré l'enfant. Les membres furent d'avis que l'article 41 n'avait pas été transgressé.

**C42/79 : « L'entreprise solidaire »**

Avis prononcé à la réunion du 7 septembre 2016 – décision de l'autorité : 8 février 2017

**Activité de nature commerciale – activité en dehors des heures de cours – défaut de preuve d'un déroulement dans l'établissement – absence d'infraction à l'article 41**

Parmi les griefs d'un certain nombre de parents se trouvait une plainte à propos de "l'utilisation des locaux pour des activités extérieures à l'école". La responsable du PO de l'établissement aurait organisé une activité commerciale, tous les mardi soir, dans les locaux de l'établissement fréquenté par leurs enfants. Mais outre le fait que, le soir, les enfants, endormis chez eux, sont loin de toute préoccupation commerciale, la preuve n'avait pas été rapportée de ce qu'une activité commerciale avait réellement eu lieu. Dès lors, les membres furent d'avis qu'il n'y avait pas matière à transgression de l'article 41.

**C42/83 : « Le concours des bulles »**

Avis prononcé à la réunion du 2 décembre 2016 – décision de l'autorité : 8 février 2017

Une société K\*\*\* s'adressa à des acteurs du monde de l'enseignement et à des parents, pour leur proposer « un grand concours vers toutes les écoles de Wallonie-Bruxelles afin de gagner une Fancy-Fair K\*\*\*. Tous les élèves des écoles primaires furent invités à participer à un concours de dessins. Certes, le site internet de K\*\*\* donnait accès à des fiches pédagogiques sur les plantes, les fruits et des posters didactiques, mais ces documents affichaient clairement les logos de l'entreprise et ceux de partenaires commerciaux. Ce même site internet présentait des dessins des enfants, qui mettaient en valeur la mascotte de K\*\*\*, visiblement pour dorer l'image de marque de la société. La présence de logos publicitaires et un intérêt pédagogique quasi absent de l'opération convainquirent les membres à être d'avis que l'activité litigieuse contrevenait à l'article 41 précité.

### **Section 3 : les activités politiques**

L'article 41 précité dispose de ce que « toute activité et propagande politique [...] sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés », par la raison qu'« il fut jugé souhaitable que les différences de conception (qu'elles soient philosophique ou politiques) ne puissent – dès les bancs de l'école - déclencher les conflits qui, assez tôt, divisent les

hommes<sup>5</sup> ». En 2016, la Commission a été saisie de deux requêtes, que nous vous proposons de découvrir ci-après.

#### **C42/81 : « Les dictionnaires du parti »**

Avis prononcé à la réunion du 2 février 2016 – décision de l'autorité : 8 février 2017.

#### **Distribution de dictionnaires à des enfants des écoles à l'hôtel de ville durant le temps scolaire – distribution par les sympathisants d'un parti politique clairement affiché - contradiction d'avec l'article 41**

Une association proche d'un parti politique avait distribué, dans une salle d'un Hôtel de Ville, à des enfants d'école primaire, un ouvrage où se trouvait la mention explicite qu'il était offert par les sympathisants du parti politique concerné. Comme suite à la réclamation d'un membre d'un autre parti politique, les membres de la Commission furent d'avis que la plainte était recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée allait à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

#### **C42/82 : « Les tracts insolites »**

Avis prononcé à la réunion du 2 février 2016 – décision de l'autorité : 8 février 2017.

#### **Tract d'ordre politique – invitation à une soirée - communication via le cartable des enfants – contradiction d'avec l'article 41**

Les parents d'élèves d'une école découvrirent, dans la farde des communications des enfants, un tract émanant d'un parti politique et les invitant à une soirée. Un certain nombre de tracts furent distribués par un membre du personnel de l'école, à l'insu du chef d'établissement. Bien qu'une enquête révélât que cette circonstance relevait davantage de la maladresse que d'une intention maligne, les membres furent d'avis que propagande politique il y avait, et que cette circonstance était incompatible avec l'article 41.

### **Section 4 : La concurrence déloyale**

#### **Qu'est-ce que la concurrence déloyale ?**

Il ne s'agit point de la concurrence déloyale au sens de la loi sur les pratiques de commerce, mais d'un concept de déontologie propre à la matière de l'enseignement : En effet, le Pacte

---

<sup>5</sup> Commentaire de l'article 41 du Pacte scolaire, in POUBAIX Henri, Le Pacte scolaire, un point de départ, Bruxelles, Dutilleul, 1963 ( ? ), p 88.

scolaire interdit les pratiques déloyales dans la concurrence entre établissements. On veut éviter que, par certaines pratiques, les établissements scolaires, éventuellement de réseaux différents, ne rallument la « guerre scolaire. »

En outre, il convient d'avoir à l'esprit que le concept de concurrence déloyale est susceptible d'être examiné sous deux aspects :

D'une part, la Commission examine si le fait dénoncé est susceptible d'aller directement à l'encontre du prescrit de l'article 41 qui précise en son alinéa 2 que « toute pratique déloyale est ... interdite dans la concurrence entre [l]es établissements. La propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement ».

L'année 2016 n'en a connu qu'un exemple.

D'autre part, la Commission peut évaluer si le fait qui est soumis à son examen peut aller à l'encontre du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire. Ce texte érige en infraction à l'article 41 certaines pratiques : celles de divulguer les résultats de l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire. L'année 2016 n'a été confrontée à aucune plainte introduite sous cet aspect-là.

Voici donc l'exposé de la seule plainte étudiée sous l'angle de l'article 41 lui-même :

#### **C42/77 : « Le défi de l'énergie »**

Avis prononcé à la réunion du 7 septembre 2016 – décision de l'autorité : 8 février 2017.

**Mise en avant d'une action d'une classe d'une école – challenge énergétique - challenge organisé par les pouvoirs publics et des sponsors, dont la presse – challenge encouragé par la Fédération Wallonie - Bruxelles sous forme de circulaire – préoccupation énergétique – absence d'intention de concurrence déloyale entre établissement scolaire – compatibilité avec l'article 41.**

Un article de presse avait mis en lumière l'action d'une classe d'un établissement scolaire dans le cadre d'un challenge d'économie d'énergie. Ce challenge avait été encouragé par la Région Wallonne et des sponsors, dont la presse. La Fédération Wallonie-Bruxelles avait annoncé l'évènement dans les écoles par voie de circulaire. L'article de journal qui relatait l'action d'une classe d'écoliers dans le cadre de ce challenge ne s'était pas accompagné d'une publicité déloyale vis-à-vis d'autres établissements, ce que ne manquèrent pas de constater les membres, qui furent d'avis que cette occurrence était compatible avec l'article 41.

Ensuite de cet exposé, comme par le passé, le lecteur trouvera en annexe II du présent rapport le texte des différents avis qui viennent d'être présentés. Ce texte a été rédigé compte tenu des remarques formulées au début du chapitre 2. Nous vous en souhaitons une agréable lecture.

La Présidente,

Le Secrétaire

Lise-Anne HANSE,  
Directrice générale

Jean-Michel CRABBÉ  
Directeur

## Annexe I

### Composition au 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 juin 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Représentant les services du Gouvernement :

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
MME. Lise-Anne HANSE, Directrice générale de l'Enseignement obligatoire, AGE		M. Jacques VANDERMEST, Directeur, AGE	
MME. Claudine LOUIS, Directrice générale adjointe, AGE		M. Fabrice AERTS-BANCKEN, Directeur général adjoint, AGE	

Représentant les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement :

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
MME Emmanuelle HAVRENNE, SEGEC		MME Anne METHENS, SEGEC	
MME Bénédicte BEAUDUIN, SEGEC		MME Nathalie DASNOY, SEGEC	
MME Isabelle BLOCRY, CECF		MME. Axelle BRUYNINCKX, CECF	
M. Roberto GALLUCCIO, CPEONS		M. Philippe DEMIESSE, CPEONS	
M. Michel BETTENS, FELSI		MME Valérie LEONET, FELSI	

Le Directeur général adjoint du Service général de l'enseignement organisé par la Communauté française ou son délégué ;

M. Didier LETURCQ		M. David MAIRE	
-------------------	--	----------------	--

Représentants les Services généraux de l'Inspection :

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
MME Caterina ALIBRANDI		M. Philippe DUPONT	
M. Marc GUILLAUME		M. Philippe DELFOSSE	
M. Serge CROCHET		M. Gérard Legrand	

Représentant les organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement :

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
M. Pascal CHARDOME, CGSP Enseignement		M. Philippe JONAS, CGSP Enseignement	
M. Bernard DE COMMER, SETCa		M. Joan LISMONT, SETCa	
MME Laurence MAHIEUX, CSC-Enseignement		MME Marie LAUSBERG, CSC-Enseignement	
M. Eugène ERNST, CSC-Enseignement		MME Anne-Françoise VANGANSBERGT, CSC-Enseignement	
MME, Hayat NGADI SLFP		MME Isabelle WARGNIES, SLFP	
M. Marc MANSIS, A.P.P.E.L.		M. Jean-François GHYS, A.P.P.E.L.	

Représentant chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement :

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
M. Michaël LONTIE, UFAPEC		MME Julie FERON, UFAPEC	
M. David LECOMTE, FAPEO, FAPEO		M. Christopher JAUMOULE, FAPEO	

Personnes présentes en qualité de : Techniciens

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
MME Caroline SAUVEUR, CRIOC	En suspens	Monsieur Thomas MOUREAU, CRIOC	En suspens

**Secrétaire : Jean-Michel CRABBÉ, Directeur**

## Annexe II - texte des avis prononcés en 2016

### ***Les activités commerciales***

#### **C42/74 : «La vente forcée »**

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015

Décision de l'autorité : accord le 13 juillet 2016.

Considérant que, par sa note du 5 octobre 2015, Monsieur le Secrétaire général du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles, communiqua à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire une plainte formulée par courriel ;

Considérant qu'une maman d'élève – il s'agissait de l'école de H\*\*\* – se plaignait de ce que l'établissement encourageait une initiative d'une autre maman qui voulait faire profiter toute l'école d'une certaine action « T\*\*\* sport » ;

Considérant que les modalités de l'action étaient présentées comme suit :

« [...] Pour atteindre l'objectif lancé, à chaque tranche d'achat de € 30 dans le nouveau catalogue T\*\*\* ou dans les promotions actuelles, une gourde sera offerte (mettez tout le monde dans le coup ; grands-parents, amis, voisins.)

« Ce catalogue est consultable via le lien suivant : <http> [untel] ou en format papier sur demande.

« Si nous ne parvenons pas à atteindre l'objectif global, les enfants ayant participé à l'action recevront bien évidemment leur gourde.

« Pour une facilité d'organisation, veuillez mettre le bon de commande au nom de l'enfant ainsi que la classe dans laquelle il se trouve actuellement. Ce bon, accompagné de la somme totale, doit nous être remis, sous enveloppe, au plus tard le 2/10/2015.

« L'action se clôture donc le vendredi 2 octobre 2015 et je serai présente dans ma classe de première primaire, pour toute information, ce même jour de 15h à 18h00 ».

Considérant que le contenu de l'article 41, alinéa 1er de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement procède de ce que « [...] toute activité commerciale [est] interdite dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés » ;

Considérant que les membres décidèrent de se saisir de l'affaire telle qu'elle avait été exposée par le Secrétaire de la Commission ;

Considérant que l'opération, qui se déroulait via l'établissement, ne profitait même pas à ce dernier ;

Considérant qu'en effet, les membres estimèrent que l'intérêt pédagogique de l'opération était quasi-inexistant ;

Emirent l'avis que la plainte était recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée allait à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

## **C42/75 : « Du Sport et du mouvement »**

Avis prononcé à la réunion du 2 décembre 2016

Décision de l'autorité : 8 février 2017

Considérant que, dans une lettre adressée le 29 octobre 2015 à Madame la Ministre de l'Education, Monsieur B\*\*\*, [très impliqué dans le monde sportif,] formula un certain nombre de questions eu égard à l'opération « O\*\*\* » ;

Considérant que l'opération se définissait comme « un programme sportif destiné aux écoles qui organisent une [...] compétition pour encourager les jeunes à faire davantage de sport et leur faire découvrir les valeurs olympiques ».

Considérant que cette opération avait été mise sur pied par [une marque célèbre de boisson C\*\*\*], en collaboration avec le COIB, apparemment sans consultation des Fédérations ;

Considérant que l'intéressé déplorait d'une part « le fait qu'une partie de l'action se déroule durant la période scolaire, que des moniteurs voire entraîneurs diplômés remplacent des professeurs », mais aussi que « le public cible retenu, les élèves du 1er degré du secondaire, [soit] particulièrement perméable aux publicités de ce type de société » ;

Considérant que le programme comportait trois phases :

- Les initiations sportives (à partir de janvier 2016)

Il s'agi[ssai]t d'ateliers dispensés par des moniteurs expérimentés et des entraîneurs diplômés au sein de [l'] école. Les séances [avaient] lieu pendant les heures de cours, avec tout le matériel professionnel nécessaire. En tant que professeur d'éducation physique, [il ne fallait] absolument rien préparer ».

- « Les épreuves de qualification (mars et avril 2016)

Il s'agi[ssai]t des épreuves de sélection qui déterminer[aien]t quelles équipes décrocheront un ticket pour la finale organisée au stade Roi Baudouin. Le mercredi après-midi, des équipes de différentes écoles s'affronter[aien]t dans trois disciplines. O\*\*\* se charg[ait] d'assurer l'encadrement et l'arbitrage. Et nous [aiderait] à former vos équipes. [Les professeurs seraient] leur coach.

- La finale (mai 2016)



Considérant que le programme comportait la journée consacrée à la finale organisée au stade ;

Considérant que les membres, réunis au cours de leur séance du 27 janvier 2016, basèrent leur analyse sur les aspects suivants ;

Considérant d'une part que C\*\*\* est une firme commerciale ;

Considérant que, selon l'article 1<sup>er</sup> du Code de commerce, « sont commerçants ceux qui exercent des actes qualifiés commerciaux par la loi et qui en font leur profession habituelle, soit à titre principal, soit à titre d'appoint ; »

Considérant que les membres demeurèrent conscients de ce que l'opération analysée était manifestement destinée à dorer l'image de marque que voulait se donner la firme [des boissons] ;

Considérant que l'image de marque d'une personne commerçante fait partie intégrante de son fonds de commerce, et qu'en cela la doctrine est constante ;

Considérant que, par conséquent, la publicité qui émane d'une personne, physique ou morale, réputée commerçante, ne saurait pas être définie autrement que comme acte de commerce, car elle est censée assurer la mise en valeur du fonds de commerce et des activités qui s'y déroulent ;

Considérant donc que l'opération incriminée pouvait procéder d'un acte de nature commerciale et, en ce sens, être en contradiction avec le prescrit de l'article 41, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, qui procède de ce que « [...] toute activité commerciale [est] interdite dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés » ;

Considérant que les membres, d'un autre côté, ne furent pas insensibles à certains aspects pédagogiques de l'opération, d'autant plus que le sport est encouragé à tous les niveaux de la société ;

Considérant que l'analyse de l'article 41 précité n'interdit pas de tenir compte, en l'espèce, des aspects positifs d'une opération telle que « O\*\*\* » ;

Considérant que les membres, souhaitant disposer d'éléments supplémentaires pour nourrir leur analyse, émirent le souhait qu'une mission d'investigation soit diligentée ;

Considérant que, réunis au cours de leur séance du 2 décembre 2016, ces derniers examinèrent le rapport rédigé à leur intention ;

Considérant que le rapport conclut en ces termes :

« Attendu que les références publicitaires à [la marque de boisson] sont relativement discrètes ; attendu que les séances organisées dans les écoles permettent de disposer, le temps de l'initiation, d'un matériel supplémentaire de qualité ;

Attendu que la motivation engendrée par la participation à une compétition de grande ampleur est un élément positif sur le plan pédagogique ;

Nous concluons que l'intérêt pédagogique de l'opération "O\*\*\*\*" prime largement sur son aspect commercial » ;

Considérant qu'il est de jurisprudence constante que la Commission mette en balance l'intérêt pédagogique d'une opération présumée commerciale et la présence de logos commerciaux, s'il en est ;

Considérant que les membres ont remarqué que l'inspection s'interroge sur la nécessité de faire appel à des intervenants extérieurs, non titulaires de diplômes pédagogiques, pour initier des élèves à des activités dont le contenu est en principe maîtrisé par des professeurs d'éducateurs d'éducation physique ;

Considérant que cette interrogation précède la conclusion du rapport qui fait état d'un encadrement par les enseignants d'éducation physique et qui souligne les retombées positives au niveau pédagogique ;

Considérant que l'aspect commercial apparaît du reste comme fort discret dans l'opération analysée ;

Emirent l'avis, à l'unanimité, que l'action « O\*\*\*\* » constituait une pratique qui, dans les conditions décrites, ne violait pas l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

## **C42/76 : «Le choco litigieux »**

Avis prononcé à la réunion du 27 janvier 2016

Décision de l'autorité : 13 juillet 2016

Considérant que, par courriel du 29 septembre 2015, une mère de famille exposa ses doléances au Secrétariat de la Commission, à propos d'un distributeur de boissons, qui aurait induit son jeune fils de 6 ans en tentation de gourmandise ([choco] C\*\*\*\*) ou même de vol ;

Considérant que la maman estimait que l'école aurait dû empêcher l'enfant d'acheter du [choco] C\*\*\*\* au distributeur ;

Considérant qu'interrogée par courriel du 14 janvier 2016 sur le point de savoir dans quel établissement se trouvait scolarisé son enfant, l'intéressée se garda de l'identifier ;

Considérant qu'elle précisa en outre que l'école avait pris conscience du problème et que toutes les surveillantes avaient été attentives et avaient recadré l'enfant quand il voulait aller au distributeur ;

Considérant que cette maman reconnut elle-même qu'elle avait eu affaire à des enseignants motivés, compréhensifs et acceptant la différence.

Considérant que le contenu de l'article 41, alinéa 1er de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement procède de ce que « [...] toute activité commerciale [est] interdite dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés » ;

Considérant que cette plainte n'en était pas une à proprement parler, et d'autant plus que l'établissement n'était pas identifié ;

Emirent l'avis que la plainte était n'était pas recevable, en ce qu'elle ne réunissait pas les conditions de son examen aux yeux de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

### **C42/79 : « L'entreprise solidaire »**

Avis prononcé à la réunion du 7 septembre 2016

Décision de l'autorité : accord le 8 février 2017

Considérant que le 28 juin 2016, un groupe de parents, dont les enfants sont ou ont été scolarisés au sein de l'Ecole P\*\*\*, établissement du réseau d'enseignement libre subventionné, adressa un cahier de revendications à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire afin de l'interpeller au sujet d'un certain nombre de dérives supposées ;

Considérant que parmi la liste des griefs figurait notamment une plainte à propos de « l'utilisation des locaux pour des activités extérieures à l'école ; »

Considérant que les parents s'indignaient de ce que, tous les mardis soir, une société commerciale "E\*\*\*\*" s'installait à l'école pour organiser des [...] entités destinées à vendre des produits naturels en circuit court" ;

Considérant que « la responsable de cette activité [se trouvait être] la présidente du Pouvoir Organisateur, Madame L\*\*\*\*", » à la grande indignation des parents ;

Considérant que se poserait ainsi, et eu égard à ce grief-là, la question d'un conflit avec l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 dite du Pacte scolaire, qui expose que « toute [...] activité commerciale [est] interdite dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés. »

Considérant que se pose la question de savoir si l'activité commerciale, s'il en est, est susceptible de toucher particulièrement les enfants ;

Considérant qu'il est admis qu'une activité puisse se tenir dans les locaux scolaires, mais en dehors des heures de cours ;

Considérant que la Commission n'a pas manqué de vérifier cette occurrence dans deux affaires précédentes au moins ;

Considérant qu'il s'agit des affaires C42/19 : « Le souper du Parti », où une activité avait eu lieu dans les locaux scolaires, mais en dehors des heures de cours, et de l'affaire C42/60 : « La salle électorale », où il fut accepté qu'une réunion politique se tint dans les locaux d'un établissement scolaire un samedi, donc en dehors du temps scolaire ;

Considérant que si [l'entité] se met en activité dans les locaux scolaires tous les mardi soir, on peut supposer que les enfants sont au lit et non pas dans l'école ;

Considérant dès lors que, dans les bras de Morphée, les enfants sont loin de toute préoccupation commerciale ;

Considérant pour le surplus que la preuve n'a pas été rapportée que l'activité ait eu lieu dans les locaux de l'école, par exemple par la distribution de dépliants ou d'autres indices qui auraient pu être versés au dossier ;

Considérant que l'activité litigieuse ne contrevient donc pas à l'article 41 précité ;

Les membres émirent l'avis que la plainte était recevable mais non fondée, à défaut de réunir les éléments constitutif d'une transgression de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

### **C42/83 : « Le concours des bulles »**

Avis prononcé à la réunion du 2 décembre 2016

Décision de l'autorité : accord le 8 février 2017

Considérant que, par courriel du 12 septembre 2016, [un membre de la Commission] a informé la cette dernière d'une démarche de la société K\*\*\*, qui s'adresse à plusieurs interlocuteurs du monde de l'enseignement et aux parents, pour leur proposer de « lancer un grand concours vers toutes les écoles de Wallonie-Bruxelles afin de gagner une Fancy-Fair K\*\*\* dans chaque région participante » ;

Considérant que tous les élèves des écoles primaires (de la 1ère à la 6ème) sont visés par cette proposition ;

Considérant que l'article 41 alinéa 1er de la loi du 29 mai 1959 dite du Pacte scolaire expose que « toute [...] activité commerciale [est] interdite dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés » ;

Considérant qu'aux dires de la société, « le but de ce concours est d'offrir la possibilité à certaines écoles ou associations de parents, parfois en manque de moyens, d'organiser une belle fête pour toute l'école avec le soutien de K\*\*\* et de la [presse] »;

Considérant que, dans la partie « éducation et vie saine » du site internet de K\*, on trouve plusieurs onglets à l'attention des enseignants, auxquels tout internaute peut accéder ;

Considérant que ces onglets permettent de télécharger des fiches pédagogiques par exemple sur les plantes ou sur les fruits et des posters didactiques ;

Considérant que ces documents portent le logo de K\*\*\*, mais aussi ceux d'[un imprimeur et d'un journal quotidien connu];

Considérant que K\*\*\* est une firme commerciale ;

Considérant que, selon l'article 1<sup>er</sup> du Code de commerce, « sont commerçants ceux qui exercent des actes qualifiés commerciaux par la loi et qui en font leur profession habituelle, soit à titre principal, soit à titre d'appoint ; »

Considérant que la consultation du site internet de K\*\*\* à l'adresse [telle que fournie,] révèle un grand nombre de dessins d'enfants ;

Considérant que ces dessins d'enfants placent [la mascotte] de K\*\*\* dans toutes sortes de situations, parfois sous la bannière de K\*\*\* même ;

Considérant que les membres s'interrogent sur les aspects pédagogiques de l'opération ;

Considérant que l'aspect commercial apparaît omniprésent dans l'opération analysée ;

Considérant qu'en effet les enfants sont quasi amenés à glorifier K\*\*\*, qui mise sur la valorisation de son image sans que l'opération ne recèle le moindre intérêt pédagogique ;

Considérant que le site internet révèle qu'au moins une école a participé à l'activité : L'école V\*\*\* ;

Considérant que l'activité litigieuse contrevient donc à l'article 41 précité ;

Les membres émettent l'avis que la plainte est recevable et fondée, et que la situation décrite est constitutive d'une transgression de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

## ***Les activités politiques***

### **C42/81 : «Les dictionnaires du parti»**

Avis prononcé à la réunion du 2 décembre 2016

Décision de l'autorité : accord le 8 février 2017

Considérant que, le 22 octobre 2016, [un représentant d'une municipalité] fit connaître au secrétariat de la Commission la circonstance suivante :

Considérant que le 17 octobre 2016, durant la matinée, une association connue sous le nom de [sympathisants du parti Untel] réunit dans une salle de l'Hôtel de Ville de S\*\*\*, les enfants des 3<sup>èmes</sup> années primaires des écoles communales, de l'école de la Communauté française et de l'école libre catholique situées sur le territoire communal ;

Considérant que les élèves étaient accompagnés d'enseignants ;

Considérant que, lors de cette manifestation, chaque enfant a reçu un dictionnaire Larousse Junior sur lequel était collé en première page une étiquette portant la mention : « Ce dictionnaire offert par [les sympathisants du parti Untel] appartient à ..... » ;

Considérant le contenu de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, qui édicte en son alinéa 1<sup>er</sup> que « toute activité et propagande politique [...] sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés » ;

Considérant que cet événement a connu une certaine publicité dans la mesure où il a été rapporté sur le site internet de la Ville de S\*\*\*, à l'adresse : [http://\[untel\]](http://[untel])

Considérant que la presse locale n'a pas manqué d'y faire allusion, notamment dans [un] quotidien [bien connu] et dans le [Tout le monde] ;

Considérant que l'étiquette apposée sur les dictionnaires à l'attention des enfants se réfère en quelque sorte à la générosité des [sympathisants du parti Untel] ;

Considérant que cette appartenance affichée est la manifestation d'une opinion politique ;

Considérant que cette manifestation a lieu durant le temps scolaire, même si elle se déroule hors de l'établissement ;

Considérant que les éléments dénoncés par l'article 41 précité sont réunis ;

Emettent l'avis que la plainte est recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée va à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

## **C42/82 : « Les tracts insolites »**

Avis prononcé à la réunion du 2 décembre 2016

Décision de l'autorité : accord le 8 février 2017

Considérant que, le 22 octobre 2016, Madame la Ministre de l'Education fit connaître au secrétariat de la Commission le contenu d'un article d'[un] journal quotidien [...] ;

Considérant que, selon l'article, le vendredi 21 octobre 2016, les parents d'élèves de l'école de Q\*\*\* eurent la désagréable surprise de découvrir, dans la farde des communications de leurs rejetons, un tract émanant d'[un parti politique] et les invitant à une soirée [...] ;  
[...]

Considérant que les tracts conviaient les parents à une soirée qui se tenait à [tel endroit] ;

Considérant que chaque tract portait le logo du Parti [incriminé] et la mention que le [parti] de B\*\*\* proposait des achats groupés d'énergie ;

Considérant que [fut] transmis à la Commission un rapport d'enquête [...] destiné à éclairer les membres de la Commission sur les circonstances de l'affaire ;

Considérant que ce rapport révéla ce qui suit ;

Considérant que les tracts furent déposés par Monsieur V\*\*\*, directeur de l'école [...] de B\*\*\* [...], au domicile de Madame C\*\*\*, membre du Comité du [parti] local ;

Considérant que Monsieur V\*\*\* aurait donné instruction par téléphone à cette personne de distribuer les tracts devant l'établissement voire à quelques mètres de l'entrée ;

Considérant que la fille de Madame C\*\*\*, dont l'enfant fréquente l'école, a proposé d'y emporter les tracts ;

Considérant que cette dernière remit les tracts à Madame P\*\*\*, auxiliaire administrative ;

Considérant que celle-ci n'examina pas le document attentivement et prépara des paquets de tracts à distribuer en classe, ce dont le chef d'établissement ne fut pas autrement mis au courant ;

Considérant que tous les tracts ne furent pas distribués ;

Considérant que les membres, conscients que les tracts ont été distribués par maladresse plutôt que par volonté de faire de la propagande politique, constatent néanmoins qu'ils ont été distribués en classe, durant le temps scolaire ;

Considérant et que cette circonstance met la pratique incriminée en contradiction avec le prescrit de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, qui édicte en son aliéna 1er que « toute activité et propagande

politique [...] sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés » ;

Considérant que les éléments dénoncés par l'article 41 précité sont réunis ;

Emettent l'avis que la plainte est recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée va à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

## ***La concurrence déloyale***

### **C42/77 : « Le défi de l'énergie »**

Avis prononcé à la réunion du 7 septembre 2016

Décision de l'autorité : 8 février 2017

Considérant qu'au cours de la séance du 27 janvier 2016, [un membre de la Commission] présenta à l'assemblée un article de [journal], intitulé « Relève le challenge [de l'énergie] », qui mettait en avant une action de la 5e/6e primaire C de l'école L\*\*\* ;

Considérant que [ce membre] se demanda si la mise en avant d'une école dans ce cadre, ne serait pas une forme de concurrence entre les établissements, dans le contexte où l'article 41, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement dispose de ce que « *toute pratique déloyale est [...] interdite dans la concurrence entre [les] établissements, [et de ce que] la propagande en faveur d'un enseignement doi[ve] rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement* » ;

Considérant que cette « propagande » aurait eu lieu avec le soutien de la société « B\*\*\* » dont le nom apparaissait en bas de l'article de journal, ainsi que celui d'autres sociétés ;

Considérant qu'il était également question d'une initiative [d'un groupe de presse] ;

Considérant que l'école avait effectué une série de travaux de transformation et d'agrandissements, dans un esprit d'économie d'énergie tel qu'encouragé par le plan précité ;

Considérant que la Direction générale de l'Enseignement obligatoire est impliquée dans la matière du développement durable ;

Considérant que les membres souhaitèrent disposer de davantage d'éléments de réflexion, dans la mesure où il convenait d'examiner dans quelle mesure il existerait un équilibre entre l'intérêt pédagogique et l'aspect commercial de ce « challenge » ;

Considérant qu'au cours de la séance du 7 septembre 2016, il fut exposé que le challenge Ecole Zéro Watt est le fruit du regroupement entre la Wallonie, le Facilitateur Education à l'énergie et le [groupe de presse] ;



Considérant que le challenge invite les écoles de l'enseignement primaire et secondaire à relever le défi de maîtriser la consommation d'énergie de leurs infrastructures ;

Considérant que ce concours, destiné à l'enseignement fondamental, rassemble chaque année plus de 40 écoles pour une sensibilisation à l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

Considérant que [ce groupe de presse] a sollicité la collaboration de l'administration de la Fédération Wallonie Bruxelles en juin 2015 ;

Considérant que l'administration a procédé à la rédaction d'une circulaire n° 5355 intitulée : « circulaire d'information – concours – Ecole O watt », qui fut diffusée au mois de juillet 2015 ;

Considérant que cette activité, qui se place dans une perspective d'économie d'énergie, contrevient d'autant moins à l'article 41 précité que l'Administration en a fait la publicité dans les écoles ;

Considérant qu'en l'espèce, aucune école n'a été spécialement mise en valeur par rapport à une autre ;

Les membres, étant d'opinion que les éléments susceptibles de constituer une transgression de l'article 41 n'étaient pas réunis ;

Emirent l'avis que la plainte était recevable mais non fondée, à défaut de réunir les éléments constitutif d'une transgression de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

\*\*\*